

Jean Louis Cailloux
Section de Suresnes saint Cloud
Hauts de seine 92

LE PROGRAMME COMMUNISTE A PORTER, DES RÉGIONALES A LA PRÉSIDENTIELLE.

Avec la crise actuelle du capitalisme , un programme de dépassement nécessite comme jamais une confrontation des idées, sur les propositions à faire avancer, en liaison avec les luttes.

Il s'agit avec le Parti communiste de construire, des départementales aux régionales et jusqu'à la présidentielle, un rassemblement populaire susceptible de changer effectivement les rapports de force contre le capital et pour une autre société.

Je regrette qu'au lieu d'être présent de manière forte pour les élections régionales, avec un programme porteur de changements profond, les communistes d'Île de France ont décidé de s'effacer derrière une tête de liste FI, au cour d'une consultation confuse et controversée (avec un recours devant la commission des conflits, recours dont on est sans nouvelles!!!).

J'estime que cela complique pour le parti communiste la sortie de l'effacement prônée par leur dernier congrès et principalement, pour la rendre effective, la candidature de Fabien Roussel projetée au dernier Conseil national.

Mais les faits sont là et l'intervention communiste doit continuer, pour les têtes de listes communistes dans d'autres régions et les départements. On ne voit pas du tout ce qui pourrait justifier, compte tenu des implantations locales réciproques, que le PCF s'efface dans les Hauts de Seine ou à Paris derrière LFI.

Les communistes ont un vrai projet qui peut être porté dans ces élections régionales !

Pour les adhérents du PCF, il est de longue date retenu que le premier principe d'un rassemblement est de s'attacher au contenu programmatique.

Les responsables mettent donc la charrue avant les bœufs.

Posons la question : que savons-nous des intentions de C. Autain ?

Nous avons deux éléments de communication.

Son passage sur France inter le dimanche 3 février et un article dans l'huma du 11 février. Chacun peut s'y référer pour juger de l'insuffisance de ses propositions, ce qui se confirme aussi à la lecture de son site.

A) Sur le plan politique elle a confirmé son appui sans faille à Mélenchon dont elle considère la candidature pour la présidentielle comme seule légitime.

B) Interrogée sur le lien qu'elle fait entre sa candidature aux régionales et celle de JL Mélenchon pour la présidentielle, elle affirme que les accords passés pour les régionales vont peser sur le rassemblements aux présidentielles.

C) Point d'achoppement avec le PCF : sur la proportionnelle aux élections, elle s'exprime contre, car se serait dit elle, donner du pouvoir aux appareils politiques que sont les partis.

Enfin elle se félicite de l'accord avec le PCF. Elle s'estime la garante des valeurs de gauche dans la région. Elle montre qu'elle n'est pas dans la recherche d'un rassemblement large. Elle ferme la porte au PS qui a failli, aux verts car l'un d'eux, Yannick Jadot a signé un texte avec les chefs d'entreprises pour faire du greenwashing (ce qui est vrai) et il est donc hors jeu à gauche. ! C. Autain se prononce cependant pour l'union de la gauche au second tour en fonction des résultats.

Les lectures de ces interviews et de son site montrent que son programme porte sur des points consensuels à la gauche mais pauvres en mesures fondamentales pour limiter les pouvoirs du capitalismes en région.

Les élections régionales et départementales, comme la présidentielle, vont se jouer en grande partie sur l'emploi et la région est copétante dans ce domaine. Dans ces régionales, nous aurions intérêt à faire progresser l'idée que si nous voulons être élus, ce n'est pas parce que nous voulons conquérir des « postes » mais pour avoir des leviers d'action, des positions de pouvoir, pour agir contre le chômage, pour l'emploi, avec la mise en place de conférences régionales permanentes et des fonds régionaux pour l'emploi et la formation. Nous pouvons faire gagner l'idée que, quelle que soit la configuration tactique retenue dans telle ou telle région, le PCF et ses élus doivent prendre la responsabilité de ces conférences et de ces fonds.

Par exemple pour la région Île de France, se battre au niveau de la région pour faire monter l'exigence que l'argent distribué généreusement aux grands groupes doit servir à préserver l'emploi et à mettre les salariés en formation plutôt qu'au chômage partiel ou total, c'est un début de mise en œuvre de la SEF.

Le pivot de celle-ci serait l'instauration de conférences régionales permanentes de l'emploi, de la formation et de la transformation productive écologique réunissant des représentants des travailleurs, des élus, des associations, des représentants des entreprises, des services publics de l'emploi et de la formation.

Elles surveilleraient l'évolution de l'emploi dans notre région, et batailleraient contre les plans de licenciements, poussant aux mises en formation.

Puis elles fixeraient des objectifs annuels chiffrés d'emplois et de mises en formation, et des objectifs de production répondant aux besoins sociaux et écologiques. Elles débattraient de l'efficacité des politiques d'emploi et des pratiques des entreprises. Elles pourraient saisir un fonds régional pour l'emploi et la formation (FREF), poussant les banques à répondre positivement aux besoins de crédits des entreprises, ces crédits étant garantis par la région qui assurerait tout ou partie des taux d'intérêt (au lieu des subventions), ce, à l'appui de la réalisation réelle des objectifs d'emploi qu'elle se fixe. Le même type de conférence et de fonds serait instauré au niveau national, coordonnant les conférences régionales.

Il s'agit donc de commencer à dépasser le marché du travail, non pas avec un emploi fixe et rigide, mais avec cette sécurité d'emploi ou de

formation, dans une mobilité choisie maîtrisée, avec une sécurité de revenu, et en recherchant un progrès de l'emploi et du revenu.

La région est un lieu propice où peut se cristalliser dans une bataille commune, des luttes qui ramènent à la nécessité de nouvelles institutions démocratiques à partir des territoires, et portant une cohérence et des leviers pour une efficacité nouvelle, en lien avec les services publics.

C'est très différent des mesures de JL Mélenchon et de C Autain qui avancent la proposition de « l'état employeur en dernier ressort » embauche tous les chômeurs de longue durée. Présentée comme très keynésienne et avec l'apparence de radicalité que sait bien mettre Mélenchon, c'est en réalité déresponsabiliser totalement le patronat du chômage qu'il a provoqué, agissant négativement sur le volume d'emploi, et sur la qualité des emplois.

En outre, cette proposition, hyper étatique, ne tient pas la route économiquement : d'où l'Etat tirerait les moyens financiers d'embaucher 3,5 millions de chômeurs sans que ne soient créés les richesses correspondantes ? Il faut former, investir. Donc se poser la question des entreprises (leurs critères de gestion et les pouvoirs sur les entreprises), de la formation et du lien formation emploi. On y revient nécessairement ! . Mais quand JL Mélenchon déclare : « laissons les patrons faire ce qu'ils savent très bien faire : gérer leurs entreprises », il montre que sa « radicalité » ne remet pas en cause le capitalisme. C Autain veut que sa position de leader de la liste commune FI/PCF en IdF serve de tremplin à la candidature de JL Mélenchon pour les présidentielles.

- Pour réitérer une enième expérience sociale démocrate porteuse de désillusion et d'abstention aggravée ?
- Pour faire un score ne conduisant ni à franchir l'étape qualificative pour le 2eme tour, ni à faire avancer le débat des idées sur les changements nécessaires ?

Le risque d'un nouveau duo Le Pen Macron au second tour opposé à la candidature communiste à la présidentielle, est souvent développé à l'exemple du dernier point de vue de d'Alain Hayot du 19 février dans l'humanité. Cela ne conduit-il pas à lâcher la proie pour l'ombre : un nouveau recul des idées communistes.